

NC
6 juillet 2010

SOCIÉTÉ

Le secteur des transports en commun est en bonne forme

Réuni dernièrement en salon à Paris, le secteur des transports publics affiche une excellente santé malgré la crise, mais les professionnels du secteur craignent des problèmes de financement, alors que les Pouvoirs publics sont de plus en plus endettés.

On ne connaît pas la crise", se réjouit Bruno Gazeau, le secrétaire général de l'Union des transports publics et ferroviaires (UTP), coorganisateur avec le Groupement des autorités organisatrices de transport (Gart) du salon européen de la mobilité "Transports Publics 2010" Par rapport à la précédente édition il y a deux ans, la surface du salon a progressé de 8 %, souligne-t-il. Dans les travées du récent salon, on pouvait admirer le nouveau bus haut de gamme de Mercedes ou la première maquette du futur train régional à deux étages de Bombardier. On pouvait essayer le logiciel BluePass développé par une PME lyonnaise pour recevoir gratuitement sur son portable toutes les informations nécessaires au voyage, ou écouter des conférences sur la mobilité durable en Europe. "Tout ce qui est autour de nous montre l'éclatante santé de la filière française des transports", a lancé Cyrille du Peloux, président de l'UTP et directeur général de l'opérateur Veolia Transport, dans son discours d'ouverture. La profes-

sion, qui emploie directement près de 350 000 personnes en France, continue d'embaucher, malgré la crise. Et l'an dernier, les effectifs des opérateurs ont progressé de 2,3 %. "Ce sont des emplois stables. Ils ne sont pas délocalisables. Il n'y a que très peu de temps partiel et quasiment pas de contrats à durée déterminée", ajoute M. Gazeau.

Une demande en progression constante

"C'est une profession vertueuse !" car la fréquentation croît toujours et les collectivités locales continuent à investir. "Il n'y a jamais eu autant de demandes en termes de transports en commun", constate Jean-Pierre Farandou, le patron de Sncf Proximités, la branche de la société publique qui regroupe les TER et les transports en commun de l'opérateur Keolis. Mais, tempère-t-il, "se pose le problème du financement, tant pour les autorités organisatrices (les collectivités locales) que pour les entreprises de transport". Une certaine inquiétude pointe en effet derrière l'optimisme assez général des participants au salon européen de la mobilité. "On a toutes les raisons de vouloir garder et faire croître notre belle industrie des transports, mais il faut continuer à investir", souligne Cyrille du Peloux. Investir pour deux raisons majeures : pour éviter que les réseaux ne ploient sous la charge et pour continuer à disposer en France d'une base susceptible

de servir d'exemple pour un secteur très largement exportateur. "S'il n'y a pas de marché français fort, il n'y aura pas de filière française à l'internationale", insiste le patron de l'UTP. Jusqu'à présent, les élus en appelaient plutôt à l'État. Mais celui-ci "est dans une situation d'impécuniosité assez avancée", constate le sénateur-maire socialiste de Strasbourg, Roland Ries, qui préside le Gart. Du coup, les revendications commencent à évoluer : "Il faut arriver à construire l'autonomie financière des collectivités locales", estime-t-il. L'heure est aussi aux économies. À titre d'exemple, le tramway de Strasbourg sera à l'avenir moins luxueux et Nancy n'aura qu'un bus pour la deuxième ligne structurante de son réseau, là où elle envisageait un trolleybus ou un tram. ■

Jean Liou

Un champignon menace la production mondiale de blé

Quatre nouvelles souches mutantes d'un champignon (baptisé Ug99) pourraient compromettre les cultures de blé mondiales et mettre en péril la sécurité alimentaire de la planète, selon les conclusions d'une étude universitaire présentée récemment, avant l'ouverture de la 8^e conférence internationale du blé à Saint-Pétersbourg. Le champignon Ug99 se répand grâce au vent, faisant tomber les plants et pouvant détruire une récolte entière.